



COMMUNIQUE DE PRESSE
Toulouse, le 19/03/19

Gazage inadmissible d'enseignants devant le Rectorat ce jour

Un rassemblement pacifique de collègues enseignants, qui ne pouvaient en aucun cas être assimilés à des “casseurs”, devant les accès du rectorat de Toulouse, a été ce matin dispersé par les forces de l'ordre avec une brutalité injustifiée. La décision aurait été prise dans l'urgence pour assurer, au tout dernier moment avant les épreuves, la sortie du Rectorat de sujets de concours de recrutement d'enseignants.

Sans laisser le temps d'une discussion avec les collègues présents, il a été fait un usage immédiat de gaz lacrymogènes, projetés à proximité immédiate des visages. Des injures ont été adressées par des membres des forces de l'ordre aux collègues présents, en réponse à une demande de discussion avec elles. De nombreux collègues, y compris des collègues qui se sont rapidement écartés, ont été violemment confrontés aux effets agressifs des gaz employés. Les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux font clairement apparaître les conditions de l'utilisation des ces gaz lacrymogènes, et des bousculades par les forces de l'ordre.

Le SNES-FSU condamne les procédés employés ce matin par les forces de l'ordre, sans qu'une discussion n'ait été engagée, et immédiatement après leur arrivée.

Il dénonce par ailleurs la réaction de la Rectrice, qui, dans un communiqué rapporté par “La Dépêche du Midi”, considère que nos collègues “n'ont pas souhaité privilégier le dialogue”. Dans le contexte du refus de tout dialogue depuis près de quatre mois par le Ministre de l'Education Nationale et les autorités académiques sur la Réforme du Lycée Général et Technologique, contestée par de très nombreux collègues comme en témoignent les mobilisations sans précédent dans les lycées de l'académie, de tels propos sont choquants. Ils illustrent clairement le mépris opposé aux revendications partagées par de très nombreux collègues. Ils font également suite à des formes d'autoritarisme dénoncées par le SNES-FSU auprès du Ministre de l'Education nationale dans une lettre ouverte publiée vendredi dernier.